



Grenoble le 25 Juin 2015

Monsieur le Président

Nous sommes convoqués ce jour en Comité Technique Local portant spécifiquement sur les conditions de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques dénonce depuis maintenant de nombreuses années malheureusement l'accélération de la dégradation des conditions de vie au travail des agents dans un contexte de suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires.

Les réorganisations, restructurations (ou plutôt destructurations), délocalisations et fermetures ne vont pas dans le sens d'une soi-disant volonté de la Direction Générale d'améliorer les conditions de vie au travail de l'ensemble de ses agents.

Malgré la mise en place d'outils (TBVS, DUERP, EDD...), les agents de la DGFIP ne voient aucune amélioration concrète ! La question essentielle est de trouver de réelles réponses pour garantir une vie au travail humaine. Il est impératif et urgent de dépasser le cadre du constat annuel des difficultés rencontrées, pour passer à leur réelle prise en compte.

Dans les documents fournis, après un rapide calcul, nous constatons par exemple que le nombre de jours de congés et/ou RTT mis sur un CET représente 24 agents ! Ceci sans même tenir compte des écrêtements horaires...

Mis en parallèle avec le nombre d'emplois vacants dans le département, la réelle prise en compte de l'administration de cette situation devrait être bien au-delà du simple constat !

Désormais, la situation est dramatique : au nom d'une sacro-sainte "rationalisation" des coûts, les logiques organisationnelles aujourd'hui à l'œuvre à la DGFIP contribuent à aggraver de manière profonde la santé de nombreux collègues, ainsi que leurs relations avec les usagers de notre service public, en témoignent les fiches de signalement de plus en plus fréquentes.

Solidaires Finances Publiques n'a de cesse que de faire enfin comprendre à nos responsables les liens entre l'organisation du travail et l'impact sur la santé des personnels ainsi que sur la qualité du service rendu.

**A ce jour, force est de constater que le fossé se creuse de plus en plus entre une prétendue volonté affichée par la Centrale et les réalités du terrain...**